

# L'ECONOMIE SOLIDAIRE ET SES ALLERS-RETOURS DU NORD AU SUD....

## DU GRAND SOIR AUX PETITS MATINS

Jean-Michel Servet  
IUED Genève

Parler d'aller-retour entre Nord et Sud suppose en un certain sens d'accepter l'existence de frontières étanches séparant un monde dit développé, le Nord, et un monde qui ne le serait pas ou qui serait en développement, le Sud, sans compter un espace en transition communément désigné comme Est. Or, le Nord est au Sud par la présence de nombreux experts, institutions et organisations. Le Sud est au Nord par les migrations de travailleurs et la vie au Nord de nombreuses communautés venues du Sud.

Mais surtout, du point de vue de l'économie solidaire, il paraît difficile de classer les pays selon leur degré de "développement". Ce serait valider les approches consuméristes, les accumulations maximales et profitables, des valeurs qui nous paraissent très éloignées de celles de l'économie solidaire. Sauf à supposer, ce qui n'est pas notre approche que l'économie solidaire ne serait qu'un moyen d'obtenir les mêmes biens mais dans des conditions éthiquement acceptables.

Selon le critère que l'on adopte en termes de supposées richesses produites et échangées évaluées par le PNB, en terme de degré d'éducation ou de santé, en terme de consommation d'énergies non renouvelables par tête d'habitant, en terme d'empreinte écologique, selon

le degré d'urbanisation, selon le degré d'ouverture au commerce international et aux flux de capitaux, etc., quelle mesure choisir pour ordonner du Sud au Nord. Dans la plupart des critères qui servent à hiérarchiser les pays, remarquons qu'on est bien loin des degrés de solidarité qui pourraient permettre d'apprécier des degrés de progrès ou de régression des communautés humaines. Des visions anti économistes et fondées sur la satisfaction de certains besoins humains donneraient des classements tout autres et peu de nations situées en tête des classements actuels pourraient continuer à faire figure de modèles pour les supposés "attardés" de l'histoire humaine.

Admettons ici l'existence d'un Nord et d'un Sud, sans les hiérarchiser, et revenons, du point de vue de l'économie solidaire, aux allers et retours entre ces espaces.

Le premier type d'échanges tient aux acteurs.

Un grand nombre des acteurs de l'économie solidaire au Nord, quand on interroge leur biographie, révèlent leur forte implication, passée ou encore présente, au Sud. Il y a de leur part, lors de leur retour forcé ou volontaire au Nord, une volonté de faire quelque chose dans le domaine de la solidarité. La leçon que leur a donnée le Sud est celle d'un engagement de vie pour la plupart d'entre eux. Il y a donc, même si cela n'est pas explicite, fécondation des expériences du Nord par les expériences vécues au Sud. Même si l'on observe aussi des transferts inverses, il est à noter que le sens de la relation est ici plus du Sud vers

Nord que l'inverse, en particulier dans la découverte de formes concrètes de solidarité.

Le deuxième type d'échanges, qui peut aussi expliquer le sens dominant de la relation, est l'antériorité historique forte des expériences du Sud en matière de nouvelle économie sociale.

L'intensité, je suis tenté de dire la brutalité, des politiques dites d'ajustement structurel au Sud d'une part et les carences tout aussi insupportables des Etats en matière de politique sociale, d'éducation, de santé, etc. tant du fait d'une insuffisance de volonté politique que de manque de moyens, ont favorisé et justifié une intervention forte de la société civile en ces domaines. Le Sud a expérimenté avant le Nord de façon très large ce que l'on peut appeler :

- . les principes de subsidiarité de l'action publique par les organisations de la société civile et les mouvements associatifs,

- . et l'hybridation des ressources publiques et privées pour des actions ayant un sens et venant appuyer des initiatives locales, les susciter et même créer de toute pièce des sous-traitants des actions gouvernementales.

Le troisième type d'échanges et de transfert tient à la normalisation des politiques menées. Alors que dans le cas des transferts d'expériences relevées précédemment le sens Sud Nord domine, dans ce cas, la relation est Nord Sud. Les organisations internationales et les coopérations

bilatérales, de façon directe ou indirecte par le biais des grandes ONG et fondations du Nord, ont normalisé les interventions au Sud à travers leur soutien aux ONG et associations de terrain. Les opérateurs de base ont normalisé leurs interventions pour répondre à cette demande, qui leur donne les moyens de vivre en tant qu'acteurs opérateurs de terrain (nul ne doit méconnaître le poids des ressources du monde associatif, quelles qu'en soient les formes diverses et complémentaires, procurées directement ou indirectement par des ressources publiques).

Pour ce qui est de l'analyse et de la production conceptuelle dans le domaine de l'économie sociale et solidaire, il serait difficile d'imaginer qu'il y ait des concepts pour le Nord et des concepts pour le Sud, sauf à renoncer à toute perspective scientifique. De nombreux concepts forgés au Sud par l'anthropologie de terrain ont ainsi été transférés à la compréhension des comportements de populations du Nord, de même que certains concepts nés de l'analyse économique, la notion de capital, de réseaux etc., sont validés dans l'analyse du Sud. Ceci est plus général que l'économie solidaire. Toutefois, à l'heure qui l'est, de nombreux exercices académiques plaquent sur le Sud des outils théoriques fortement marqués d'ethnocentrisme, en toute bonne foi, et leur inadéquation apporte plus de questions que de réponses et obligent à mettre en cause certaines certitudes. Depuis plus de deux siècles, les sociétés occidentales ont par exemple été pensées en dehors de conceptions hiérarchiques, au sens de Louis Dumont, conceptions que les luttes politiques ont très largement éradiquées. Les explications en sciences sociales, comme dans les autres

domaines du savoir, ne sont que des hypothèses à validité plus ou moins longue.

Il est possible de remarquer que certaines rêveries sur la "bonne économie" du Sud qui serait essentiellement dominée par le don et une générosité supposée naturelle, ont permis de lire autrement nos propres comportements, supposés tout aussi et inversement artificiellement intéressés. Les approches en terme de cloisonnements monétaires, autrement dit la non fongibilité de la monnaie, trouvent au Nord des applications nouvelles. Dans l'autre sens, certaines analyses, de la gestion du risque se trouvent validées dans l'observation de la gestion quotidienne par des populations en situation de pauvreté et de forte précarité au Sud. Il y a bien des allers retours remarquables ici et des innovations dans la connaissance des comportements humains. La prise en compte par l'économie solidaire des acteurs comme participants aux transformations de leur société, et non les subissant, doit plus que d'autres champs du savoir contribuer à cette fécondation des expériences et des hypothèses.

Chacun des points que je viens d'évoquer mériterait considérablement d'être développé, illustré, argumenté. La rencontre sur laquelle je voudrais ici mettre l'accent dans une interrogation sur la relation Nord Sud en économie solidaire est celui des conditions de naissance de cette nouvelle économie sociale.

Qu'il s'agisse du Nord ou du Sud, c'est celui de la résurgence de la question de la pauvreté dans un cas, du fait de la montée du chômage

d'une part et des working poors d'autre part, et de celui du constat de son maintien à un degré très élevé dans l'autre. De nombreuses organisations, qui n'ont aucun lien direct avéré avec les dispositifs publics, voire qui pour certains de leurs promoteurs s'en défient, mettent l'accent sur leur contribution à une éradication de la pauvreté. Quelle(s) leçon(s) nous donne(nt) le Sud en la matière : un échec patent. Si le pourcentage de pauvres reculent dans de nombreux espaces, leur nombre absolu lui suit beaucoup moins le même mouvement. Les projections de la Banque mondiale même permettent d'affirmer que tout contribue à un échec des objectifs en matière de santé et d'éducation par exemple alors que l'objectif de diminuer le pourcentage de la population mondiale vivant avec moins d'un dollar par jour sera atteint.

Je ferai ici l'hypothèse que cet échec annoncé dans la lutte contre la pauvreté tient à l'organisation des politiques, dont certaines actions de l'économie solidaire sont parties prenantes en faisant de la pauvreté la cause et non une conséquence du système. Les différences ethniques, raciales, linguistiques, religieuses, les opposition entre allogènes et indigènes et entre lieux de vie sont pensées et reproduites comme des inégalités et par conséquent facteurs de discrimination en matière d'accès au travail, au logement et à certains lieux publics et services financiers, autrement facteurs de production d'exclusions. Les inégalités sociales sont la cause de la pauvreté et non une de ses conséquences.

Or l'économie solidaire a des potentialités considérables pour inverser les priorités et faire de la lutte contre les inégalités sociales, les discriminations et les exclusions un élément central premier. Les initiatives de l'économie solidaire sont plus que d'autres, tant par la sensibilité des acteurs que leurs capacités réelles, à faire à échelles locales et globales de la lutte contre les inégalités, les discriminations, les exclusions, un objectif premier. Ainsi l'économie solidaire peut apporter à tous, non l'ivresse et des frissons d'un Grand Soir, que certains étaient dans un romantisme révolutionnaire allés chercher au Sud, mais simplement, si nous le voulons bien, le bonheur et les émois de petits matins.